

Cycle de webinaires

Développer l'ESS sur mon territoire



24 avril 2025
de 9h30 à 11h30



En ligne

Acteurs publics, pourquoi et comment travailler avec l'ESS ?



Cycle proposé par :



Déroulé

- ESS, une approche historique : ChairESS Hauts-de-France
- ESS, structuration de l'écosystème des acteurs : CRESS Hauts-de-France et Normandie
- ESS & collectivités : principaux leviers d'action et outils de l'ESS sur lesquels s'appuyer : RTES
- Politiques publiques de l'ESS, qui fait quoi ? Illustrations des politiques de soutien à l'ESS de l'Etat en régions et de collectivités :
 - **Quentin Cassé**, chargé d'économie sociale et solidaire, DREETS Normandie
 - **Quentin Pille**, responsable projets ESS, Région Hauts-de-France
 - **Derick Leclercq**, chargé de mission ESS, Département du Pas-de-Calais
 - **Sarah Dupont**, chargée de mission ESS, Communauté d'agglomération Hénin-Carvin
 - **Fanny Rousseau**, chargée de projets, Communauté d'agglomération du Cotentin

Introduction et Fondamentaux de l'Économie Sociale et Solidaire



Nathalie Bernard, coordinatrice de la ChairESS Hauts-de-France

Avril 2025



Chaire interuniversitaire et interdisciplinaire en économie sociale et solidaire et soutenabilité du territoire des Hauts-de-France

Cette chaire vise à encourager et à valoriser les travaux, les pratiques, les recherches et les formations en économie sociale et solidaire lorsque celle-ci se met en quête de territoires plus soutenables.

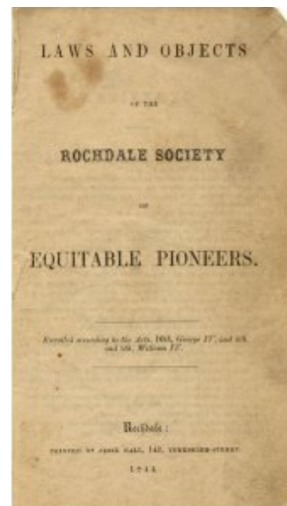
- ❑ Formation initiale, continue et numérique
 - o 7 journées de formation « Briques de la chaire » pour les trois masters 2 en ESS des Hauts-de-France
 - o Espace numérique pédagogique gratuit enp.charess.org
 - o Webinaires et programme de formations pour les professionnels
- ❑ Recherche
 - o Territoires zéro chômeur de longue durée, dynamiques territoriales, communs, modèles socio-économiques, évaluation de l'impact social
- ❑ Valorisation
 - o Journées d'études et colloques
 - o Contributions

Rappel Historique – Des origines de l'ESS

- Industrialisation / capitalisme / classe ouvrière -> Formalisation de doctrines et théories au XIXème siècle en Europe : « socialisme craico-utopique » Robert Owen (GB), Charles Gide et Charles Fourier (France), pensées humanistes, chrétien social.

« *La solidarité peut-être ce qui succède à la charité dans une démocratie* » Pierre Leroux (1840)

- Associationnisme, libre groupement de personnes ; creuset de l'ESS d'aujourd'hui
- Emergence de la coopération ouvrière en Europe :
 - Logique philanthropique : mise en place de services pour autrui
 - Logique d'auto-organisation, d'entraide mutuelle
- Initiatives remarquables en Europe :
 - Devoir Mutuel (1828, Lyon), mutuelle ouvrière illégale
 - Les équitables pionniers de Rochdale (1844, GB), première coopérative de consommateurs
 - Familistère de Guise (1859, Aisne), communauté de vie des ouvriers Godin
 - La Bellevilloise (1860, Paris), coopérative ouvrière de consommation
 - Coopératives fruitières (1881, Jura), issues de coopératives de producteurs (depuis le XIIIème siècle)



Rappel Historique – L’institutionnalisation

- Suspicion de l’État envers les « associations » entre la révolution de 1789 (interdiction des associations, Lois D’Allarde et Le Chapelier en 1791) et le début du XXème siècle
- Un processus de reconnaissance juridique chaotique des regroupements de personnes conduit dans une **logique de partitionnement afin de contenir leur dimension politique (A. Fretel)**
 - Mutuelles « sociétés de secours mutuels » (1852)
 - Syndicats (1884)
 - Associations (Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association)
- **Loi du 31 juillet 2014**, dite Loi Hamon, portant reconnaissance en définissant l’ESS comme « mode d’entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l’activité humaine »

LOI n°
2014-856 du
31 juillet 2014
relative à
l'économie
sociale et
solidaire

La Loi ESS de 2014 dite loi Hamon (1/3)

LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

- Première loi de synthèse entre l'économie sociale et l'économie solidaire et l'ajout des sociétés commerciales
- Loi de définition de l'ESS (Article 1er) avec
 - Le champ : un mode d'entreprendre et de développement économique
 - Les objectifs : but autre que le partage des bénéfices, obligation de réserves (20%) et de réinvestissement (50%)
 - Les principes : gouvernance partagée (1 personne = 1 voix), lucrativité limitée et définition de l'utilité sociale
- Ce que la loi a apporté : une définition et un cadre, des représentations nationales et régionales (CRESS), l'amélioration des pratiques

La Loi ESS de 2014 dite loi Hamon (2/3)

- La définition de l'ESS dans la loi de 2014 au travers de son Article 1 :
- I. - L'économie sociale et solidaire **est un mode d'entreprendre et de développement économique** adapté à **tous les domaines de l'activité humaine** auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les **conditions cumulatives** suivantes :
 - 1° Un **but poursuivi autre** que le seul partage des bénéfices ;
 - 2° Une **gouvernance démocratique**, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression **n'est pas seulement liée à leur apport en capital** ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise ;
 - 3° Une gestion conforme aux principes suivants :
 - a) Les **bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif** de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ;
 - b) Les **réserves obligatoires** constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées.

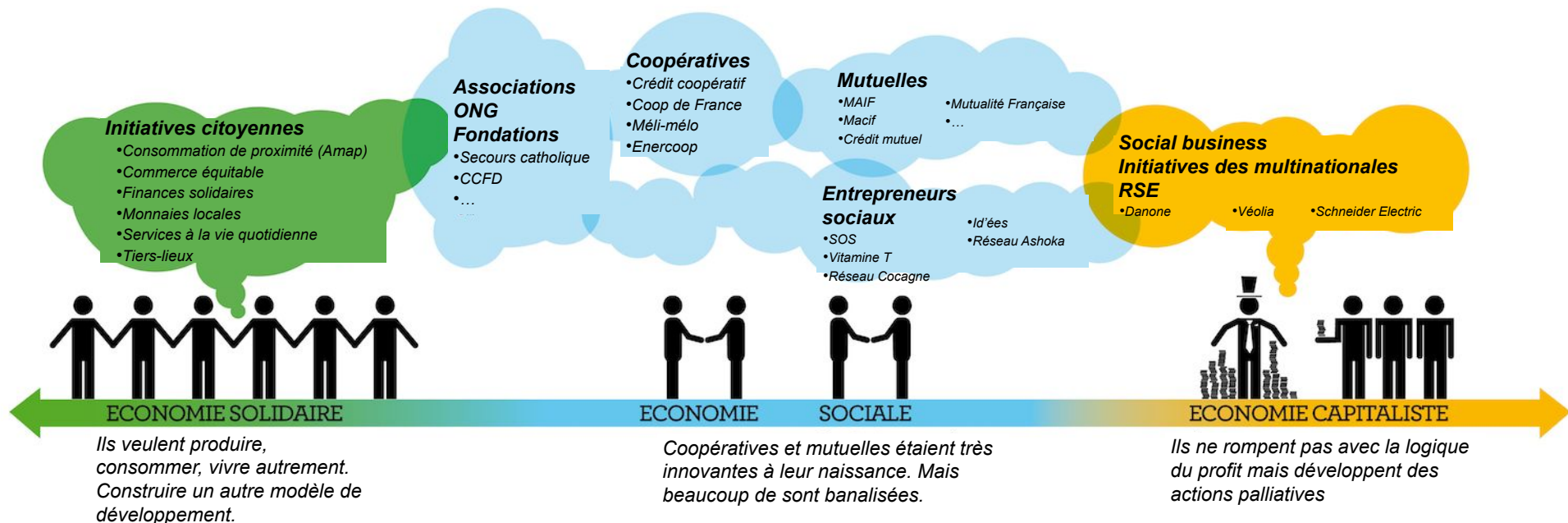
La Loi ESS de 2014 dite loi Hamon (3/3)

- Les structures constitutives de l'ESS dans la deuxième partie de cet Article 1 :
- II. - L'économie sociale et solidaire est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens ou de services mises en œuvre :
 - 1° Par les personnes morales de droit privé constituées sous la forme de **coopératives**, de **mutuelles** ou d'unions relevant du code de la mutualité ou de sociétés d'assurance mutuelles relevant du code des assurances, de **fondations** ou d'**associations régies par la loi du 1er juillet 1901** relative au contrat d'association ou, le cas échéant, par le code civil local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;
 - 2° Par les **sociétés commerciales** qui, aux termes de leurs statuts, remplissent les conditions suivantes :
 - a) Elles respectent les conditions fixées au I du présent article ;
 - b) Elles **recherchent une utilité sociale** au sens de l'article 2 de la présente loi ;
 - c) Elles appliquent les principes de gestion suivants : [réserves, interdiction de réduction du capital autre qu'en cas de pertes]

Les familles de l'ESS (Loi Hamon)

- Les **associations** : environ 1.3M d'associations, 20M de bénévoles, 1.85M d'emplois (1.5M ETP). Développement dans le secteur sanitaire et social, insertion par l'activité économique, service de proximité.
- Les **mutuelles** : environ 138 000 salariés
- Les **coopératives** : environ 300 000 salariés. Coopératives de production, de consommation. SCOP, SCIC, CAE.
- Les **fondations** : environ 85 000 salariés
- Les **sociétés commerciales** qui cherchent une **utilité sociale** et qui respectent l'article 1 de la Loi de 2014

Economie sociale ou économie solidaire?



Source :

<https://www.nouvelobs.com/economie/20110616.OBS5254/voyage-dans-la-galaxie-de-l-economie-sociale-et-solidaire.html>

Les quatre enjeux de l'ESS

1. Une autre vision de l'économie
2. Une exigence démocratique dans la gouvernance
3. La prise en compte du territoire
4. Le modèle socioéconomique

L'économie vue par l'ESS

⇒ L'hybridation des ressources

- Le **marché**, échange basé sur l'argent avec recherche de maximisation des intérêts dans une situation de rareté.
- La **redistribution** désigne des mouvements d'appropriation en direction d'un centre puis de celui-ci vers l'extérieur.
- La **réciprocité** fondée sur le don et contre-don, elle « exige une réponse adéquate, non une égalité mathématique. »
- L'**administration domestique** désigne la production d'usage au sein d'un groupe (différent de la production pour le gain).

Une gouvernance démocratique

- L'exercice du pouvoir de décision dans la structure de l'ESS est défini par la qualité de membre ou de sociétaire.
- Principe établi par les Pionniers de Rochdale : 1 personne = 1 voix
- Gouvernance par une assemblée générale et un conseil d'administration.
- La gouvernance démocratique laisse une place aux usagers et aux partenaires locaux.

L'ESS au sein des territoires

- Un ESS qui répond aux besoins entre état et marché – dispositifs publics (TZCLD, PTCE)
- Déploiement dans les territoires en transition : démographique, économique et écologique
- Contribution au bien vivre, au vivre ensemble
- Tous secteurs d'activités : culturel, sportif, production d'énergie locale, alimentation (production et distribution), tourisme etc.

Le modèle socioéconomique

- Le **modèle socio-économique (MSE)** = ensemble des moyens mobilisés au service du projet.
 - Les dynamiques de constitution du **projet**, et la place des créateurs et des parties prenantes dans sa construction
 - les **comportements économiques** pour assurer lancement et pérennité du projet dans un environnement concurrentiel, lucratif et non lucratif.
 - les **participations et contributions des bénévoles et des salariés** en préservant la vision portée par le projet
 - Les **coopérations territoriales** au sein de l'écosystème de l'ESS et avec les structures publiques et privées

- ❖ **1 emploi sur 10** dans l'ensemble de l'économie française
- ❖ **88%** des agriculteurs sont adhérents d'une coopérative
- ❖ Le commerce coopératif représente **30%** du commerce de détail
- ❖ **Plus de 50%** des complémentaires santé sont issues des mutuelles santé
- ❖ Wikipédia, un commun numérique, est consulté par **30 millions** de français chaque mois
- ❖ **75%** des établissements privés de l'aide à domicile sont de l'ESS
- ❖ **80%** des établissements employeurs du sport font partie de l'ESS
- ❖ **75%** des établissements employeurs des arts et spectacles font partie de l'ESS
- ❖ **1/3** des acteurs du réemploi des biens ménagers sont de l'ESS

L'ESS AU CŒUR DE NOTRE QUOTIDIEN

- ❖ L'ESS **n'est pas viable à long terme** : 65% vs 50% de survie à 5 ans
- ❖ L'ESS **c'est nouveau** : début du 19^{ème}
- ❖ L'ESS, **ce n'est que des petites entreprises** : 77% des structures avec moins de 10 salariés, mais moyenne de 11 salariés vs 8 dans le secteur privé, et existence de grandes structures (Croix Rouge, MAIF et MGEN, Crédit Agricole, etc...)
- ❖ L'ESS **compte peu dans l'économie** : 10% des emplois et 10% du PIB
- ❖ Il est possible de créer une organisation de l'ESS **tout·e seul·e** : L'ESS est une économie collective qui s'appuie sur la force du groupement de personnes (minimum 2 pour une association ou une SCOP)
- ❖ Dans l'ESS, il n'y a pas de chef, **tout le monde décide de tout** : non, mais plus de participation

LES IDÉES REÇUES DE L'ESS

Economie sociale et solidaire, de quoi parle-t-on ?

CRESS Normandie & CRESS Hauts-de-France



1/ Les principes des organisations de l'ESS

2/ Les chiffres clés de l'ESS

3/ Les champs d'activités des organisations de l'ESS

4/ Des exemples concrets de projets ESS

5/ Les réseaux de l'ESS

Les principes des organisations de l'ESS

- L'utilité sociale comme raison d'être
- La gouvernance démocratique pour des projets fondamentalement collectifs
- La lucrativité limitée comme principe de gestion

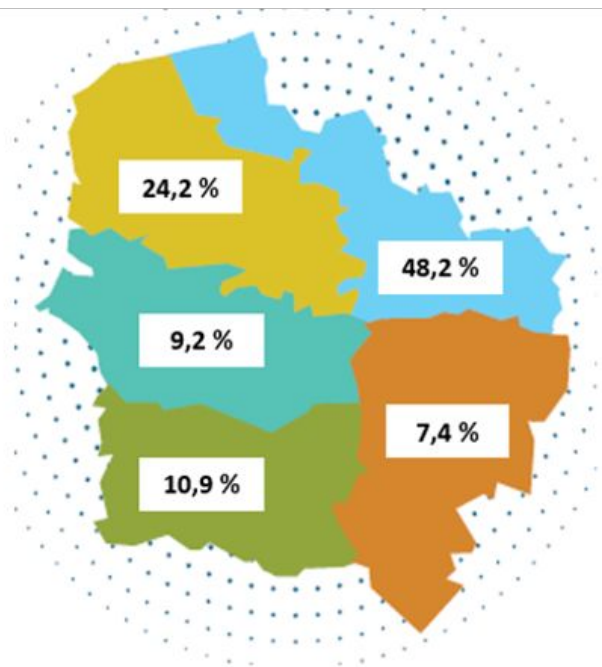
...qui se déclinent en statuts : associations, coopératives, fondations, mutuelles, SCESS

Les chiffres clés de l'ESS en Hauts-de-France

- 14 186 établissements ESS, soit 8,9 % des établissements de la région Hauts-de-France
- 233 683 salariés ESS, soit 11,4 % de l'emploi total régional
- 16,5 salariés par établissement
- 5,7 milliards d'€ de masse salariale, soit 9,5 % de la masse salariale totale régionale
- 9 % des emplois de l'ESS du territoire national se situent dans la région

	Nombre d'établissements	Nombre d'emplois	Masse salariale
Associations	12 115	199 349	4 463 649 377 €
Coopératives	1 511	21 248	798 561 933 €
Fondations	125	6 999	203 914 293 €
Mutuelles	435	6 087	239 210 994 €
Total ESS	14 186	233 683	5 705 336 597 €

Les chiffres clés de l'ESS en Hauts-de-France



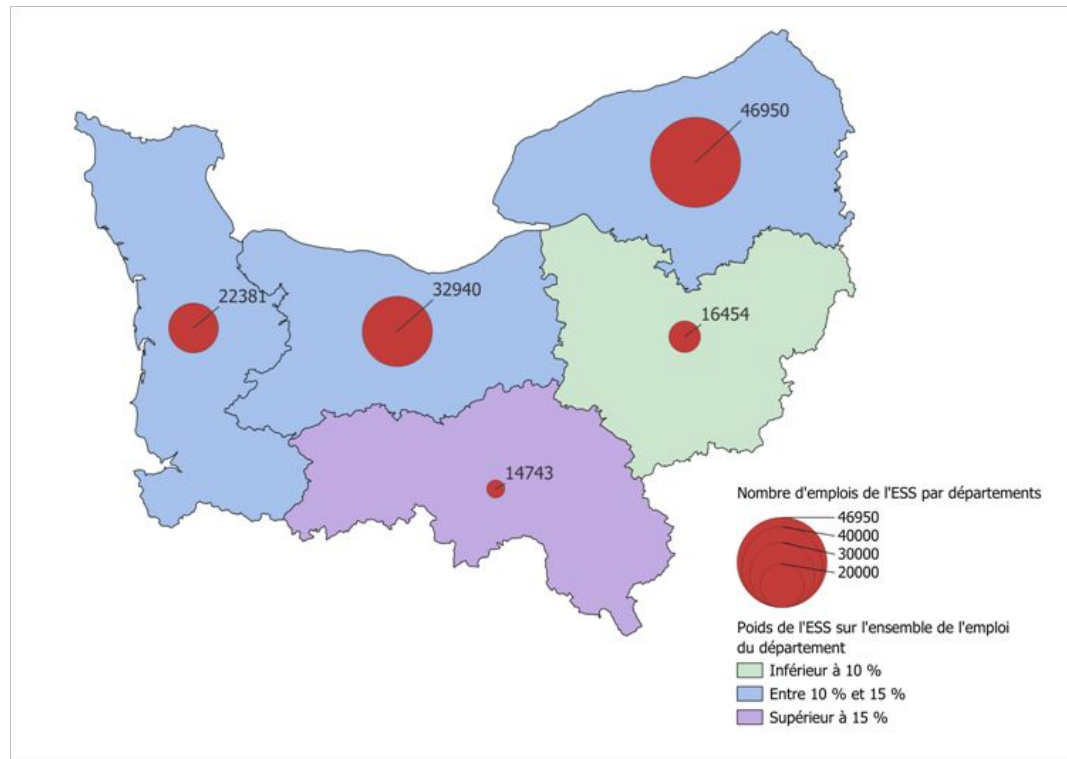
17 344 salariés dans l'Aisne
112 630 salariés dans le Nord
25 553 salariés dans l'Oise
56 553 salariés dans le Pas-de-Calais
21 603 salariés dans la Somme

Note de lecture

Avec 169 183 salariés, les départements du Nord et du Pas-de-Calais représentent 72 % des effectifs salariés de la région.

Les chiffres clés de l'ESS en Normandie

- 10 090 établissements ESS, soit 9,6 % des établissements de la région Normandie
- 133 468 salariés ESS, soit près de 15% de l'emploi salarié privé en Normandie
- 3,3 milliards d'€ de masse salariale, soit 9,8% de la masse salariale totale régionale



Les champs d'activité des organisations de l'ESS



Des exemples concrets de projets ESS (1/6)

L'Ecopôle Alimentaire, né en région d'Audruicq (62) et reconnu Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE), réunit les parties prenantes d'un "avenir alimentaire souhaité" : durable, de qualité, favorable à la santé, résolument inclusif.



Des exemples concrets de projets ESS (2/6)

Les Capucines (La Rivière St Sauveur,14), crèche associative en milieu rural qui permet d'offrir aux habitants une solution de proximité et abordable pour la garde de leurs enfants.



Des exemples concrets de projets ESS (3/6)

La Loco, tiers-lieu qui propose des espaces de travail et des espaces ouverts au public situé dans l'Écoquartier Fives Cail, ancienne friche industrielle (59).



Des exemples concrets de projets ESS (4/6)

Bois Bocage Energie (Chanu - 61), coopérative qui valorise la haie bocagère en la transformant en bois de chauffage pour les chaufferies collectives.



Bois Bocage
Énergie



Des exemples concrets de projets ESS (5/6)

Partage Travail (60), structure de l'IAE, portent des initiatives qui s'inscrivent dans les politiques publiques de résorption de l'habitat indigne et des passoires thermiques, le plan pauvreté, la transition écologique, la formation et l'accès à l'emploi des publics les plus éloignés.



*Et si votre quotidien
devenait plus facile!*



Des exemples concrets de projets ESS (6/6)

La Fabrik à Yoops (Rouen – 76), entreprise d'insertion qui conçoit, produit et distribue des « tiny houses » pour favoriser le retour au logement de personnes en situation de précarité.



Les réseaux de l'ESS

- Une culture des réseaux dans l'ESS
 - Des réseaux sectoriels, statutaires, géographiques, ...
 - Qui favorisent la coopération, la mutualisation
 - Et qui sont des interlocuteurs pour les pouvoirs publics
- Les Chambres Régionales de l'ESS (CRESS)

La Loi sur l'ESS de 2014 (art. 6) identifie les 5 principales missions des CRESS :

1/ Représenter les intérêts de l'ESS auprès des pouvoirs publics

2/ Soutenir la création, le développement et le maintien des entreprises (construction d'un réseau de l'ESS)

3/ Encourager la formation des dirigeants et des salariés des entreprises

4/ Contribuer à la collecte, à l'exploitation et à la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'ESS

5/ Informer les entreprises sur la dimension européenne de l'ESS et mettre en relation avec les entreprises situées dans les autres Etats membres de l'Union Européenne

L'accompagnement des structures

La CRESS Normandie est active dans l'accompagnement à la création de projets ESS (dispositif d'idéation – Ici Je Monte Ma Boîte), dans l'appui au développement (opératrice du DLA Régional), et dans l'accompagnement de filières, en particulier autour de l'économie circulaire

L'accompagnement des structures (Région Hauts-de-France) : le Réseau Tremplin, le collectif animé par la CRESS HDF qui regroupe l'ensemble des structures qui accompagnent les porteurs de projet souhaitant créer une structure dans l'ESS.

Il est composé de l'ensemble des structures régionales ou locales, généralistes ou spécialistes, qui orientent, accompagnent, forment et / ou financent les projets ou structures de l'ESS.

L'accompagnement des Territoires (Région Hauts-de-France)

Les Clubs Collectivité'ESS, espaces gratuits animés par la CRESS HDF en partenariat avec le RTES avec plusieurs objectifs :

1. Faire se rencontrer et favoriser les échanges et la coopération entre les agent.e.s et les élu.e.s
2. Comprendre les spécificités des territoires, découvrir leurs acteurs et s'inspirer des initiatives et des solutions portées
3. Partager les bonnes pratiques, les ressources, les outils et monter en compétences sur des sujets thématiques
4. Sensibiliser, informer et former afin d'appuyer le développement de politiques publiques locales



ESS & Collectivités

RTES



Le RTES c'est ...

1 Faire connaître

Le RTES rend visible les politiques et actions de ses adhérents auprès d'autres collectivités, des réseaux partenaires, des institutions nationales et européennes, de la presse...

2 Echanger

Le RTES organise des journées d'échanges pour permettre aux élu.e.s et technicien.ne.s de partager leurs expériences, réfléchir à l'intégration de l'ESS dans les politiques publiques et à l'articulation entre les différents niveaux de collectivités.

3 Contribuer

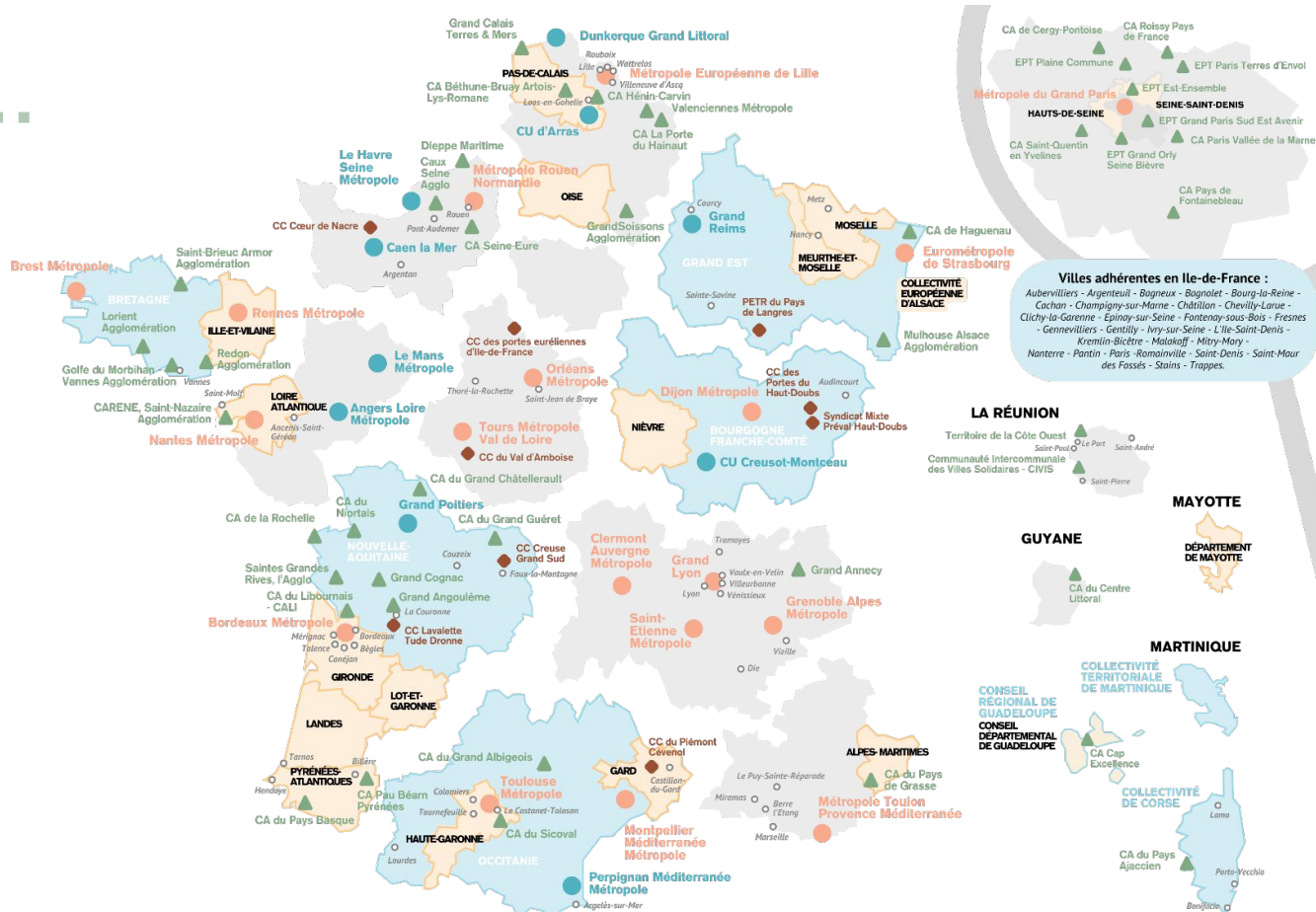
En capitalisant les actions et politiques de ses adhérents, le RTES porte leur voix auprès des institutions nationales, européennes et internationales.

4 S'informer

Le RTES publie une newsletter mensuelle, une lettre papier trimestrielle et des ouvrages thématiques sur les collectivités et l'ESS.

5 S'accompagner

Le RTES organise régulièrement des conférences en ligne pour permettre aux élu.e.s et technicien.ne.s de s'accompagner mutuellement dans la mise en œuvre de leurs politiques d'ESS.



Un réseau créé il y a 21 ans par et pour des élu.e.s.
Bientôt 200 collectivités adhérentes !

Un espace ressources pour outiller les collectivités souhaitant développer l'ESS



Nos guides RepèreESS :

Guides d'une soixantaine de pages mêlant à la fois des éléments de compréhension, de méthodologie, des cas concrets et témoignages de collectivités.

Retrouvez nos derniers guides :

- “Economie informelle & ESS - Enjeux et leviers d'action des collectivités locales”
- “Le rôle des collectivités dans la structuration de filières locales avec et pour l'ESS”



Nos Points de RepèreESS :

Document de 4 pages synthétiques permettant de faire le point sur un sujet et ses enjeux pour les collectivités territoriales.

Retrouvez notamment :

- n°3 : “Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (Scic) & collectivités”
- n°10 : “Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) & collectivités”



Nos 3 kits :

“Communes, intercommunalités & ESS”

“Départements & ESS”

“Régions & ESS” :

Publications d'une cinquantaine de pages à destination des exécutifs régionaux, départementaux, communaux pour les outiller pour développer l'ESS sur leur territoire. Chaque guide est composé d'une vingtaine de fiches synthétiques,

illustrant par des exemples concrets la façon dont les différentes politiques thématiques relevant de la compétence de chaque niveau de collectivité peuvent intégrer l'ESS. Ces guides sont régulièrement mis à jour et ré-édités.

Loi ESS et collectivités

- Loi ESS 2014 : une étape importante pour la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire dans les politiques publiques, au niveau local et national (et même sans doute international...)
 - la co-construction de la stratégie régionale (article 7)
 - la co-construction des conférences régionales de l'ESS (article 8)
- Des points d'appui importants dans la loi pour les collectivités :
 - définition du périmètre des entreprises de l'ESS
 - Structuration écosystème (et définition des missions des CRESS)
 - Définition de la subvention
 - Définition de l'innovation sociale
 - Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC)
 - Les Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE)
 - Le Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsable (SPASER)

Des points d'amélioration possible

- Certains apports de la loi demeurent méconnus ou peu utilisés : **l'agrément ESUS**, ou la définition du **commerce équitable Nord-Nord**
- Définition de la **subvention** importante (pour éviter le recours systématique aux marchés publics) mais peu d'éléments permettent de connaître l'effet réel de cette inscription dans la loi. > Difficulté de rendre compatible un mode de **contractualisation avec la co-construction** de la politique publique.
- Difficultés des collectivités locales (autres que les Régions) de soutenir les structures de l'ESS. **La loi NOTRe**, postérieure à la loi de 2014, en clarifiant les compétences de chaque niveau de collectivité, a aussi conduit à restreindre les capacités d'intervention de départements, d'EPCI ou de communes.

Leviers d'action des collectivités pour soutenir l'ESS :

- Connaître et faire connaître les structures de l'ESS de son territoire
- Animer son territoire
- Soutenir et contractualiser
- Faciliter l'accès au foncier
- Mobiliser de l'ingénierie
- Commande publique responsable
- Participer à des SCIC ou à des dynamiques de coopération économique territoriale, tels les PTCE

> Co-construction et transversalité

Sur l'ensemble des champs de compétence des différents niveaux de collectivité

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE
Revitalisation des commerces de proximité par l'ESS et par les monnaies locales, soutien à la création de Sociétés Coopératives d'intérêt collectif, animation de démarches de coopération économique territoriale, tourisme solidaire mobilisant les habitants...

EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE
Partenariat avec les structures d'insertion par l'activité économique, clauses sociales dans l'embauche des marchés publics, expérimentation Territoire Emploi+ pour la longue durée...

PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT
Soutien aux projets citoyens d'énergie renouvelable, soutien aux initiatives de maîtrise de consommation d'énergie, circuits courts alimentaires locaux...

ACTION SOCIALE ET SANTE
Soutien aux structures d'accueil de personnes handicapées, appel aux entreprises adaptées du territoire, développement de la silver économie solidaire, soutien à des SCIC de santé...

POLITIQUE DE LA VILLE
Intégration de l'ESS dans les contrats de ville, organisation de formations croisées pour les services publics de la ville et ESS...

POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE
Soutien à l'habitat participatif et à l'autococonstruction, développement des Organismes Fonciers Solidaires, marchés réservés pour des associations de médiation sociale et d'entretien du cadre de vie...

TRANSPORTS, VOIRIE
Soutien à l'autopartage et au covoiturage, aide à la création de plateformes solidaires de mobilité, soutien ateliers vélo, utilisation de matériaux écologiques pour les routes...

ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
Soutien à des démarches d'autococonstruction de logements, soutien à la création d'activités économiques...

INFORMATIQUE NUMERIQUE
Soutien aux associations luttant contre la fracture numérique, utilisation de logiciels libres, aide à la création de fablabs...

CULTURE, EDUCATION POPULAIRE, JEUNESSE ET SPORTS
Soutien aux initiatives culturelles locales, soutien aux associations, appui aux démarches collectives et aux lieux mutualisés...

ENSEIGNEMENT, PETITE ENFANCE ET ACTIVITES EXTRASCOLAIRES
Restauration scolaire bio, locale et équitable, soutien aux crèches associatives, aux associations culturelles et sportives...

COLLECTE ET GESTION VALORISATION DES DECHETS
Accompagnement de restaurateurs, objectifs de valorisation des déchets dans les marchés publics, achats de fournitures issues de la récupération...

Illustration Bienfleurpays.com

CULTURE, SPORT, TOURISME & CITOYENNETE
Soutien aux associations sportives, aux acteurs culturels, aux structures d'éducation populaire et aux acteurs du tourisme solidaire, charte des engagements citoyens, mise en place d'une plateforme de collaboration et de financements participatifs pour des projets associatifs, complicités à initiatives citoyennes...

PERSONNES AGEES (ACTION SOCIALE)
Aide aux structures associatives ou mutualistes d'hébergement ou d'aide au maintien à domicile de personnes âgées ou dépendantes, soutien aux associations d'habitants inclusif et intergénérationnel...

SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET APPUI AUX TERRITOIRES
Soutien en ingénierie (par exemple en matière de commande publique responsable), aide au maintien des services et d'équipements ruraux et revitalisation des commerces ruraux coopératifs ou associatifs, soutien aux fonctions solidaires, soutien aux démarches de coopération et de mutualisation des acteurs de l'ESS (PTCE, soutien aux filières de filières)...

GESTION DES COLLEGES
Clauses sociales et environnementales dans la construction, dans l'entretien et dans la restauration collective, participation à une SCIC d'approvisionnement bio, local et/ou équitable...

HANDICAP (ACTION SOCIALE)
Soutien aux structures d'hébergement de personnes handicapées, soutien aux associations d'aide à l'insertion des personnes handicapées, soutien aux projets d'habitat inclusif...

PROTECTION DE L'ENFANCE (ACTION SOCIALE)
Soutien aux associations de protection de l'enfance et d'aide à la parentalité...

ACCES AUX SOINS DE PROXIMITE
Aide à l'installation/maintenance des professionnels de santé (centres de santé mutualistes, soutien à des SCIC de santé)...

AGRICULTURE ET ALIMENTATION
Aide à l'installation ou au maintien de jeunes agriculteurs, valorisation des circuits courts, plateforme de transformation et de conditionnement pour l'alimentation des cantines des collèges en produits bio ou locaux...

Production de KITE illustrée par Bienfleurpays.com

7

GESTION DES LYCEES ET ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE
Clauses sociales et environnementales dans la construction et l'entretien, promotion d'une restauration bio, locale et/ou équitable...

AUTORITE DE GESTION DES FONDS EUROPEENS
Place de l'ESS dans les POR du FEDER-FSE et dans les fonds Leader...

SPORT, CULTURE, TOURISME (COMPETENCES PARTAGEES)
Clauses sociales et environnementales pour la construction et l'entretien d'équipements sportifs ou culturels, soutien aux associations sportives, aux acteurs culturels, aux structures d'éducation populaire et aux acteurs du tourisme solidaire...

RECHERCHE, INNOVATION, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
Soutien à l'innovation sociale et aux démarches de recherches citoyennes et participatives...

ACTION EXTERIEURE ET COOPERATIONS INTERNATIONALES
Développement de coopérations internationales avec des acteurs de l'ESS, inscription de l'ESS au cœur des coopérations internationales entre collectivités, accompagnement à l'internationalisation des structures ESS...

TRANSPORTS NON URBAINS
Soutien aux plateformes de mobilité solidaire et aux coopérations de transport (de covoiturage, ferroviaire)...

AMENAGEMENT NUMERIQUE
Soutien aux fablabs, à la transition numérique des acteurs de l'ESS, et à l'accès à internet par la ville...

AGRICULTURE ET ALIMENTATION
Aides à l'installation et structuration de filières agricoles de proximité, soutien aux SCIC Bio...

APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE
Soutien aux démarches de mutualisation et de coopération des acteurs ESS de la formation...

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT
Prise en compte des acteurs de l'ESS dans le Sdage et le plan régional de prévention et de gestion des déchets, soutien aux projets citoyens d'énergie renouvelable et d'économie circulaire, aides au maintien des services en milieu rural et en quartiers périphériques de la ville...

Illustration Bienfleurpays.com

7

Les outils de l'ESS sur lesquels s'appuyer

- **Repérer** les acteurs ESS de mon territoire : CRESS, Mouvement associatif, réseaux locaux de l'économie solidaire, Carteco, le Marché de l'inclusion...
- Trouver un **porteur de projet** : réseaux d'acteurs thématiques, réseau des Fabriques à Initiatives, ...
- **Accompagner la création et la structuration** d'activité : l'Avisé et la communauté émergence et accélération, cartographie des acteurs de l'accompagnement...
- Trouver des **co-financements** : programmes et fonds structurels européens, acteurs de la finance solidaire (Cigales, banques coopératives,...), plateformes de financements participatifs, fonds de dotation territoriale, France Active, Aides Territoires, ...

Politiques publiques de l'ESS : illustrations et complémentarités

Témoignages

- **Quentin Cassé**, chargé d'économie sociale et solidaire, DREETS Normandie
- **Sarah Dupont**, chargée de mission ESS, Communauté d'agglomération Hénin-Carvin
- **Derick Leclercq**, chargé de mission ESS, Département du Pas-de-Calais
- **Quentin Pille**, responsable projets ESS, Région Hauts-de-France
- **Fanny Rousseau**, responsable d'unité Economie de la ressource durable et responsable, Communauté d'agglomération Le Cotentin

L'agrément ESUS «Entreprise solidaire d'utilité sociale»



- 1) Présentation de l'agrément
- 2) Rôle de l'État
- 3) Travail en coulisses

Intervention de Quentin Cassé, DREETS Normandie
quentin.casse@dreets.gouv.fr



ESUS: qu'est-ce que c'est ?

Pourquoi demander l'agrément ESUS ?

→ Pour bénéficier de la finance solidaire afin de renforcer son haut de bilan ou contracter un prêt :

- Pour l'entreprise agréée ESUS, il donne accès à des outils de financement adaptés à ses besoins et à son objet
- Pour le fonds d'investissement ou la société de gestion d'épargne salariale, il garantit que son financement contribuera à soutenir des projets centrés sur l'utilité sociale
- Pour l'épargnant, il garantit le sens donné à son épargne et que cette dernière finance des projets à forte utilité sociale

CONCRÈTEMENT : l'entreprise agréée ESUS pourra bénéficier principalement de prêts ou d'instruments pour renforcer son haut de bilan.

→ Pour faire bénéficier à la structure d'une réduction d'impôt par le dispositif Madelin, ou « IR PME Esus »

→ Pour faire reconnaître ses spécificités auprès des investisseurs, financeurs, salariés, consommateurs



Retrouver le logo ici



L'agrément ESUS permet de démontrer l'utilité sociale de l'entreprise. Sa valorisation, à travers la publication d'une charte d'engagement, ou la présence du logo sur vos supports de communication, permet de se différencier.

L'agrément est aujourd'hui reconnu dans le cadre :

- ✓ de marchés publics
- ✓ des démarches d'achats responsables des acteurs publics et privés
- ✓ de certains appels à projets
- ✓ de démarches engagées plébiscitées par des consommateurs

ESUS ET FINANCE SOLIDAIRE, UNE HISTOIRE D'AVENIR !

L'agrément ESUS est l'héritier de l'agrément « Entreprise solidaire » créé pour recevoir les fruits de l'épargne salariale dès 2001. Depuis, les flux de la finance solidaire, tournés vers des projets à forte utilité sociale, ne cessent d'augmenter.

Les 4 conditions à remplir pour obtenir l'agrément ESUS

CONDITION 1 :

Être une entreprise de l'ESS au titre de l'article 1 de la loi du 31 juillet 2014

Concrètement c'est être une association, une coopérative, une mutuelle, une fondation (ou fonds de dotation) ou une société commerciale ayant modifié ses statuts (en y intégrant les principes de l'ESS) et déclarée auprès des greffes du tribunal de commerce.



CONDITION 2 :

Poursuivre un objectif d'utilité sociale

C'est le principal critère de l'agrément ESUS. L'utilité sociale est définie par l'article 2 de la loi de 2014, elle concerne les activités qui participent à :



- Soutenir les personnes en situation de fragilité ou d'exclusion
- Renforcer le lien social et la cohésion territoriale
- Éduquer à la citoyenneté et réduire les inégalités
- Engager des démarches de développement durable, de transition écologique, intégrant une démarche de solidarité

Attention : l'utilité sociale de l'entreprise doit être mentionnée dans ses statuts et doit être l'activité principale.



Il faut ainsi justifier que 66% de son compte de résultat est tourné vers cette activité. Dans la plupart des cas cela nécessite ainsi que les structures aient déjà un an d'existence.

CONDITION 3 :

Partager la valeur en limitant les écarts de salaires au sein de l'entreprise

Les écarts entre le SMIC* et les plus gros salaires sont limités.

La moyenne des 5 plus gros salaires

Le plus gros salaire de l'entreprise

< x7

< x10

SMIC

*SMIC : équivalent à un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur

CONDITION 4 :

L'exclusion des titres boursiers

Le dirigeant de l'entreprise doit attester que les titres de capital de l'entreprise ne sont pas négociés sur un marché financier.

Note explicative détaillée



Code du travail



Rôle de l'Etat



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction générale
du Trésor



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

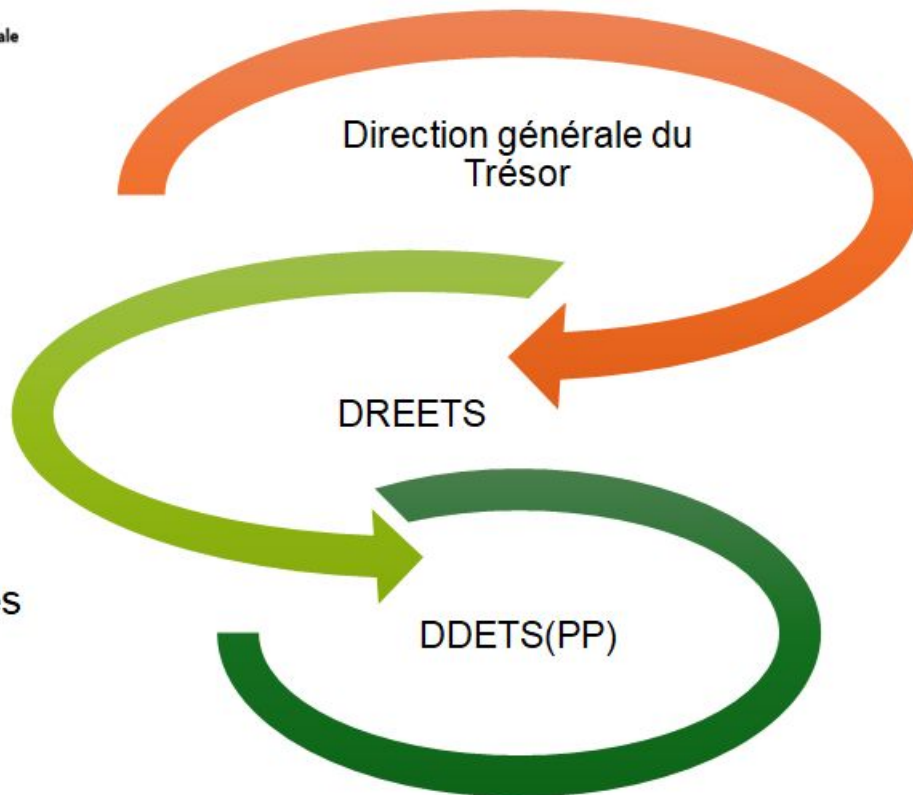
*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ou les préfetures
des autres
départements



Travail en coulisse : exemples

L'appui DREETS Normandie à l'ESS par le levier ESUS :

1. cas des dossiers B1 et B2 (structures ESS ne faisant pas partie des structures « de plein droit et ESS »)
2. renforcement de la connaissance du dispositif auprès des partenaires
3. convention DRACCARE (FNADT) avec la CRESS Normandie

Ressources pour aller plus loin

- [Kit Communes et intercommunalités & ESS](#), RTES
- [Kit Départements & ESS](#), RTES
- [Kit Régions & ESS](#), RTES
- [Ce que l'ESS apporte à la société](#), CRESS Normandie
- [Espace numérique pédagogique](#), ChairESS Hauts-de-France (gratuit sur inscription)

Contacts

Nathalie Bernard, coordinatrice - nathalie.bernard@chaires.org



Guillaume Viandier, chef de projets développement
guillaume.viandier@cressnormandie.org



Julien Cordier, directeur - julien.cordier@cresshdf.org
Quentin de Parmentier Lallement, chargé de mission appui aux territoires
q.deparmentier-lallement@cresshdf.org



Chloé Sécher, déléguée générale adjointe - csecher@rtes.fr
Pierre-Alain Simon, chargé d'animation - animation@rtes.fr



Prochains rendez-vous :



Stains

**Séminaire de clôture
TRESSONS le 20 mai 2025
les contributions de l'ESS
aux grands enjeux et
défis de l'agriculture et
des territoires ruraux**



En ligne

**MOOC ESS CNFPT
du 19 mai au 23 juin 2025
5 semaines
[https://www.fun-mooc.fr/fr/
cours/leconomie-sociale-et
-solidaire/](https://www.fun-mooc.fr/fr/cours/leconomie-sociale-et-solidaire/)**



En ligne

**Club Collectivité ESS CRESS
HDF-RTES
19 juin de 14h à 16h**



Orléans

**Assemblée
générale du RTE
le 1er juillet 2025**